



**Bureau du 13 novembre 2018**

Membres en exercice : 17

Membres présents ou suppléés : 8

Membres ayant donné mandat : 1

Nombre de voix : 9

Pour : 9

Contre : 0

Abstention : 0

**DELIBERATION n°20180543**  
**APPROBATION DE LA CONVENTION D'APPLICATION 2017-2020**  
**DE LA CHARTE DU PARC NATIONAL DES CEVENNES**  
**AVEC LA COMMUNE DE LANUÉJOLS (30)**

Le bureau de l'établissement public du Parc national des Cévennes, convoqué par courriel du 6 novembre 2018, s'est réuni le 13 novembre 2018 à 9h30, au siège de l'établissement à Florac-Trois-Rivières, sous la présidence de M. Henri COUDERC :

Étaient présents avec voix délibérative :

- M. Jean-Pierre ALLIER, 2<sup>e</sup> vice-président du conseil d'administration de l'EP PNC,
- M. Lucien AFFORTIT, président de la commission *Tourisme* de l'EP PNC,
- Mme Isabelle FARDOUX-JOUVE, présidente de la commission *Patrimoine culturel* de l'EP PNC, représente aussi M. Denis BOUAD, président du département du Gard,
- M. Jean-Pierre LAFONT, président de la commission *Forêt* de l'EP PNC,
- Mme Michèle MANOA, présidente de la commission *EEDD-Sensibilisation* de l'EP PNC,
- M. Georges ZINSSTAG, président de la commission *Agriculture* de l'EP PNC,

Avait donné mandat :

- M. Alain JAFFARD, président de la commission *Architecture-Urbanisme-Paysage* de l'EP PNC, a donné pouvoir à M. Jean-Pierre ALLIER

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.331-3 et R.331-23,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le décret n°2009-1677 du 29 décembre 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Cévennes aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n°2006-436 du 14 avril 2006,

Vu le décret n°2013-995 en date du 8 novembre 2013 approuvant la charte du Parc national des Cévennes,

Vu les arrêtés préfectoraux n°2014139-0001 du 19 mai 2014 de M. le préfet de région Languedoc-Roussillon et n°2017111-0001 du 21 avril 2017 de M. le préfet de région Occitanie, constatant les adhésions des communes à la charte du Parc national des Cévennes,

Vu la délibération n°20170024 du 25 janvier 2017 du conseil d'administration de l'EP PNC par laquelle il délègue certaines de ses attributions au bureau,

Vu la délibération du 15 mars 2018 du conseil municipal de Lanuéjols (30) autorisant le maire à signer la présente convention,

Sur proposition de la directrice de l'établissement,

Après un vote à l'unanimité, le bureau de l'EP PNC :

- approuve le projet de convention d'application 2017-2020, relative à la mise en œuvre opérationnelle des objectifs et des orientations de charte du Parc national des Cévennes, avec la commune de Lanuéjols (30), ci-joint ;
- autorise le président du conseil d'administration et la directrice de l'EP PNC à signer cette convention.

La secrétaire de séance,



Anne LEGILE

Le président du bureau,



Henri COUDERC



Parc national  
des Cévennes



LANUEJOLS 30750

# CONVENTION D'APPLICATION

2017-2020

## DE LA CHARTE DU PARC NATIONAL DES CEVENNES



ENTRE

la commune de Lanuéjols, représentée par son maire, M. Martin DELORD, et dénommée ci-après « la collectivité », d'une part,

ET

l'établissement public du Parc national des Cévennes, représenté par son président, Henri COUDERC, et sa directrice, Anne LEGILE, et dénommé ci-après « l'établissement public », d'autre part,

# CHARTRE

PARC NATIONAL DES CÉVENNES  
RÉSERVE DE BIOSPHERE DES CÉVENNES  
PAYSAGE CULTUREL DES CAUSSES ET DES CÉVENNES



Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.331-3 et R.331-23,  
Vu le code général des collectivités territoriales,  
Vu le décret n°2009-1677 du 29 décembre 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Cévennes aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n°2006-436 du 14 avril 2006,  
Vu le décret n° 2013-995 en date du 8 novembre 2013 approuvant la charte du Parc national des Cévennes,  
Vu les arrêtés préfectoraux n°2014139-0001 du 19 mai 2014 de M. le Préfet de la région Languedoc-Roussillon et n°2017111-0001 du 21 avril 2017 de M. le Préfet de la région Occitanie, constatant les adhésions des communes à la charte du Parc national des Cévennes,  
Vu la délibération du bureau du Parc national des Cévennes du xx/xx/2018 autorisant la directrice et le président à signer la présente convention,  
Vu la délibération du conseil municipal en date du 15/03/2018 autorisant le maire à signer la présente convention,

## **Préambule**

La Charte du Parc national des Cévennes est un projet collectif du territoire qui a vocation à être mis en œuvre par l'ensemble des acteurs le composant.

La réussite de sa mise en œuvre repose sur l'implication et la mobilisation de tous les acteurs du territoire dans l'esprit de la démarche homme et biosphère.

Cette démarche consiste à favoriser une gestion durable des ressources naturelles pour le bien-être des populations et un développement respectueux de la nature et des cultures.

Cette recherche permanente d'un équilibre homme et nature durable, se construit dans le partenariat, le dialogue et la concertation.

La convention d'application est l'outil qui recense les actions faisant l'objet de partenariat pour décliner territorialement et de manière opérationnelle la charte.

## **Les signataires ont convenu ensemble de ce qui suit :**

### **Article 1 - Objet de la convention d'application**

---

La présente convention d'application de la charte du Parc national des Cévennes a pour objet :

- d'identifier et de réaliser un suivi des actions présentes ou à venir menées par la collectivité sur son territoire qui contribuent à la mise en œuvre de la charte du Parc national des Cévennes,
- de définir l'accompagnement de l'établissement public auprès de la collectivité pour mener à bien ces actions.

Le programme d'actions annexé pourra être révisé à mi-parcours.

Les deux parties s'engagent à contribuer à ce programme d'actions dans la limite de leurs moyens techniques, humains et financiers.

### **Article 2 - Territoire concerné et champ d'action**

---

La présente convention s'applique sur le territoire de la collectivité et dans la limite et le respect des compétences respectives de chacune des deux parties.

### **Article 3 - Date d'effet et durée de validité**

---

La présente convention d'application prend effet à la date de sa signature et prendra fin au plus tard 31 décembre 2020.

### **Article 4 – Gouvernance**

---

La collectivité désigne un **élu référent** correspondant de l'établissement public. L'élu référent assure un relais des actions entreprises et des informations auprès du conseil municipal et de la population.

L'établissement public est représenté par le **délégué territorial** du massif concerné. Il est le correspondant de la collectivité et s'assure de la coordination des actions de l'établissement public sur le territoire.

L'élu référent et le délégué territorial sont responsables de l'animation et du suivi de la présente convention.

Ils veillent à l'échange régulier d'informations sur les différents projets avec au moins une réunion physique à mi-parcours et une de bilan à la fin.

## **Article 5 - Communication**

---

### • **Valorisation de l'adhésion à la charte**

Les deux parties partagent le crédit moral des actions menées conjointement. Pour celles-ci, il sera systématiquement fait mention des logotypes des deux parties sur chaque produit résultant de ce partenariat (communications, éditions...).

Par ailleurs, la collectivité s'engage à valoriser son appartenance au Parc national des Cévennes en :

- installant en entrée d'agglomération le **panneau *Commune du Parc national des Cévennes***,
- utilisant sur ces supports de communication le **logo *Commune du Parc national des Cévennes***.

L'établissement public fournira à la collectivité un kit de communication lui permettant de valoriser son adhésion à la Charte.

Enfin la collectivité recevra de manière privilégiée tous les supports de communication et actualités de l'établissement public.

### • **Respect des règles de publicité des financeurs publics**

Pour toutes les actions pour lesquelles la collectivité bénéficie de financements directs ou indirects de la part de bailleurs de fonds y compris pour des actions portées par l'établissement public, la collectivité s'engage à respecter ses obligations en matière de publicité. A défaut, elle en supportera les conséquences financières.

## **Article 6 – Modification de la présente convention**

---

Toute modification apportée à la présente convention fera l'objet d'un avenant.

## **Article 7 - Clause de désaccord**

---

Cette convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Autant que faire se peut, les parties s'entendront à l'amiable pour résoudre leur différend dans l'exécution de la présente convention et si nécessaire la clôturer.

En cas de litige persistant, l'instance compétente est le tribunal administratif de Nîmes.

La résiliation est sans effet sur l'adhésion de la collectivité à la charte du Parc national des Cévennes.

Fait à ....., le .../.../.....

**Le maire de Lanuéjols**

**Monsieur Martin DELORD**

**Le président du Conseil d'administration  
du Parc national des Cévennes**

**M. Henri COUDERC**

**La directrice de l'établissement public  
du Parc national des Cévennes**

**Mme Anne LEGILE**

## PROGRAMME D' ACTIONS 2017-2020

PROJETS	CONTRIBUTION DE LA COLLECTIVITÉ	RÉF CHARTRE	CONTRIBUTION DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC*	AUTRES PARTENAIRES IMPLIQUÉS
<b>Gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Est désigné comme élu référent : Alexandre VIGNE</li> </ul>	<i>Engagement de la charte Mesure 1.1.1</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Est désigné comme délégué territorial référent : Xavier WOJTASZAK</li> </ul>	
<b>Modernisation de l'éclairage public</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réaliser les investissements dans la modernisation de l'éclairage public (avec l'extinction en milieu de nuit)</li> <li>Participer au <i>Jour de la Nuit</i></li> <li>Candidater au label <i>Villes et villages étoilés</i> de l'ANPCEN</li> <li>Travaux électriques prévus en 2018 (armoires électriques)</li> </ul>	<i>Engagement de la charte Mesure 4.3.1</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Sensibiliser le public aux enjeux naturalistes lors du <i>Jour de la Nuit</i></li> <li>Accompagner la collectivité sur le volet concertation autour de l'extinction en milieu de nuit</li> <li>Mobiliser des financements (notamment FEDER) dans la limite des crédits disponibles</li> </ul>	ADEME Occitanie, Région Occitanie, SMEG 30, ANPCEN
<b>Promotion de la technique de construction en pierre sèche</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réaménagement de la place du village (pétanque, marché, lieu de vie) : réflexion sur l'intégration d'un élément emblématique en pierre sèche</li> </ul>	<i>Engagement de la charte Mesure 4.2.3</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Accompagner la collectivité administrativement et techniquement</li> <li>Mettre à disposition des documents de sensibilisation</li> <li>Mettre à disposition un cahier des charges type</li> </ul>	ABPS, CD 30, CGET Massif central, CNFPT
<b>Valorisation des villages et des centres-bourgs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Définir et préciser la problématique en amont avec l'établissement public</li> <li>Engager une démarche participative en fonction du sujet et du site</li> <li>Etre mobilisé pour présenter le sujet et échanger avec un public en atelier ou en commission</li> </ul>	<i>Orientation 4.1 Mesures 4.2.1 et 4.2.2</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Solliciter un réseau de partenaires</li> <li>Proposer une réponse à la collectivité sur sa problématique (stage, étude interne ou externe, éventuellement appui financier)</li> <li>Accompagner sur la méthodologie et sur un plan technique</li> </ul>	CAUE30, DDT(M)30

PROJETS	CONTRIBUTION DE LA COLLECTIVITÉ	RÉF CHARTE	CONTRIBUTION DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC*	AUTRES PARTENAIRES IMPLIQUÉS
<b>Collectivité zéro pesticide</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Commune Terre saine</li> <li>• Relayer l'engagement et sensibiliser les habitants à la non-utilisation des pesticides</li> </ul>	<i>Engagement de la Charte Mesure 3.4.3.</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre en réseau et faciliter les échanges sur les bonnes pratiques</li> <li>• Mettre à disposition une plaquette de sensibilisation des habitants</li> </ul>	Agences de l'eau et certains syndicats de bassin, CNFPT
<b>Education à l'environnement et au développement durable (EEDD) dans les établissements scolaires</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Suivre et s'impliquer dans le projet EEDD mené dans l'établissement scolaire de la collectivité</li> <li>• Participer aux frais engendrés par les déplacements pour la sortie de restitution du projet scolaire EEDD conduit avec l'établissement public</li> </ul>	<i>Mesure 1.3.4</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Proposer une offre EEDD</li> <li>• Accompagner l'établissement scolaire dans sa mise en œuvre</li> <li>• Mettre à disposition des ressources (intervenants, documents)</li> </ul>	Éducation nationale, acteurs locaux de l'EEDD
<b>Expertise architecturale : projet de lotissement communal à haute valeur énergétique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Valoriser l'expertise de l'établissement public apportée sur le projet dont la collectivité est maître d'ouvrage</li> <li>• Conserver une vigilance pour que les choix architecturaux n'excluent pas les petits budgets</li> </ul>	<i>Mesure 4.2.2</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Apporter à la collectivité une expertise technique en matière d'architecture bioclimatique</li> </ul>	CAUE30, Mission Bois CCI30
<b>Mise en place d'une zone de préemption Espaces naturels sensibles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Associer l'établissement public à la réflexion</li> </ul>	<i>Mesure 2.2.2</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Contribuer à la définition du zonage</li> <li>• Editer au 1 : 5 000 la carte destinée à être annexée à la délibération</li> </ul>	CD 30

\* L'accompagnement de l'établissement public est conditionné à une éventuelle priorisation des demandes à l'échelle de l'ensemble du territoire du Parc national.